

REFUS DE PERMIS DE CONSTRUIRE
PRONONCE PAR LE MAIRE AU NOM
DE LA COMMUNE

Demande déposée le 09/03/2026

N° PC 079049 26 00020

Par :	Madame Françoise FORTIN
Demeurant à :	2 La revaudiere - Breuil Chaussée 79300 BRESSUIRE
Pour :	Installation d'un carport
Sur un terrain sis à :	2 la revaudiere - Breuil Chaussée 52BE144

Surface de plancher construite :
0.00 m²
Destination : sans objet,
LE MAIRE,

VU la demande de permis de construire susvisée,
 VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L421-1 et suivants, R421-1 et suivants,
 Vu le plan local d'urbanisme de la communauté d'agglomération du bocage bressuirais en date du 09/11/2021,
 mis à jour le 28/10/2022 et le 02/05/2023, ayant fait l'objet d'une mise en compatibilité le 21/03/2023, de
 modifications simplifiées le 30/01/2024 et le 03/03/2026 (2), et de révisions allégées le 03/02/2026 et le
 03/03/2026 (2),
 VU le règlement de la zone A,

CONSIDÉRANT que l'article R 431-1 du code de l'urbanisme dispose comme suit que "le projet architectural prévu à l'article L. 431-2 doit être établi par un architecte" ; que l'article R 431-2 du code de l'urbanisme dispose comme suit que "ne sont toutefois pas tenues de recourir à un architecte les personnes physiques, les exploitations agricoles ou les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées au titre de l'article L. 525-1 du code rural et de la pêche maritime qui déclarent vouloir édifier ou modifier pour elles-mêmes : une construction à usage autre qu'agricole dont la surface de plancher n'excède pas cent cinquante mètres carrés" ; que le projet porte sur l'extension d'une maison dont la surface plancher existante est de 227 m² ; que le projet architectural doit être établi par un architecte ;

ARRETE
Article unique : le permis de construire est refusé.

Le 14/04/2026

Le Maire

 Pour le Maire et par délégation
 L'Adjointe chargée de l'urbanisme

ELVA FREAULT




La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans le département, conformément aux dispositions de l'article L2131-2 du code général des collectivités territoriales :

- Dossier transmis le 20/03/2026
- Arrêté transmis le 15/04/2026

INFORMATIONS – A LIRE ATTENTIVEMENT – INFORMATIONS – A LIRE ATTENTIVEMENT- INFORMATIONS

◆ **DELAIS ET VOIES ET RECOURS** : si vous entendez contester la présente décision, vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois suivant sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr. Vous pouvez également saisir l'auteur de la décision (recours gracieux) ou son supérieur hiérarchique (recours hiérarchique) d'un recours administratif dans un délai de 1 mois suivant sa notification. L'absence de réponse de l'administration dans un délai de 2 mois vaudra alors décision implicite de rejet. Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent.

En cas de refus d'autorisation (décision d'opposition à une déclaration préalable ou refus de permis de construire) fondé sur un désaccord de l'architecte des bâtiments de France, vous pouvez former un recours administratif auprès du préfet de région (DRAC de Nouvelle Aquitaine, 54 rue Magendie, CS41229, 33 074 BORDEAUX). Ce recours administratif est un préalable obligatoire à l'introduction d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent. Il doit être réalisé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans un délai de 2 mois suivant la notification du refus d'autorisation. Vous devrez alors préciser lors de votre saisine si vous souhaitez faire appel à un médiateur, désigné dans les conditions prévues au III de l'article L632-2 du code du patrimoine.